



Fédération SUD Éducation
17, Bld de la Libération, 93200 St Denis
Tél. : 01 42 43 90 09 ■ Fax : 09 85 94 77 60
fede@sudeducation.org ■ www.sudeducation.org



Déclaration liminaire au CTMEN du 27 mars 2014

La mobilisation interprofessionnelle du 18 mars dernier à l'appel des organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires en faveur des salaires, de l'emploi, de la protection sociale et des services publics dénonçait l'accord scandaleux signé par le gouvernement avec le grand patronat : « le pacte de responsabilité » légitimant le vol de **35 milliards d'euros** sur les salaires et **les restrictions budgétaires** dans la Fonction Publique à hauteur de 50 milliards d'euros.

C'est dans ce contexte que s'est conduite la concertation sur les métiers de l'Éducation nationale. Les espoirs, les attentes légitimes qu'ont fait naître le changement politique à la tête de ce pays sont déçus.

Les conditions de travail continuent de se dégrader, les traitements stagnent ou diminuent. Cette politique **d'austérité** obère les résultats de toute avancée de principe.

La fédération SUD éducation a toujours revendiqué la décharge de service pour compenser certaines pénibilités : ce principe est acté par le ministère mais pour une infime partie des enseignant.e.s d'une part, et ce n'est pas acceptable, et à un niveau qui n'améliore pas la situation de ceux qui en bénéficiait déjà d'autre part.

Alors même que le ministre reconnaît et liste **les tâches complémentaires** au « face à face élèves » inhérentes au métier d'enseignant.e, cette reconnaissance ne s'accompagne pas de l'inclusion de ces tâches dans **les maxims de services** comme nous le revendiquons. Au contraire le ministère renforce la logique **indemnitaires** déjà bien installée par ses prédécesseurs. Nous ne constatons pas de vrais changements avec la publicité mensongère du « travailler plus pour gagner plus ».

Cette politique de la carotte en trompe l'œil ne peut masquer l'insuffisance criante du **budget** pour une vraie amélioration de la situation.

Les enseignant.e.s n'ont pas vu leur temps de travail diminuer en 56, ni en 69, ni en 82, ni en 2000. Ça suffit !

Nous voulons **travailler moins et gagner plus** !

Nous voulons une **revalorisation** uniforme des salaires en point d'indices pour toutes et tous, nous voulons que la juste part des richesses produites revienne aux salarié.e.s du privé et du public.

Les 700 000 enseignantes et enseignants attendent donc plus que l'augmentation de la prime pour certain.e.s, plus que la reconnaissance dans une liste de leur travail gratuit.

Ils attendent la **revalorisation** du salaire et **l'allègement** de leurs tâches, donc du service.